

**TROPICAL MSP SUMMER SCHOOL**  
**03-07 September 2018**

**LES ASPECTS JURIDIQUES ET  
INSTITUTIONNELS DE LA  
PLANIFICATION SPATIALE  
MARINE AU SENEGAL**

**Professeur Ibrahima LY**  
**Agrégé de Droit Public et Science Politique**  
**Directeur du LERPDES/UCAD**  
**SENEGAL**



This communication is a contribution to the PADDLE project, which has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under Grant agreement No 734271.



# CONTEXTE

La question de la PSM au Sénégal est encore en pleine discussion et n'est pas suffisamment conceptualisée, documentée et argumentée. Elle le sera encore plus dans un avenir proche.

L'évaluation des impacts des activités maritimes, portuaires et côtières sur l'environnement sera une des conditions de définition et de réglementation de la PSM dans le futur.

De nombreux champs disciplinaires sont concernés par la PSM (droit, économie, tourisme, pêches, transport maritime, exploitation pétrolières, etc)

Le volet juridique de la PSM va consister à rappeler les règles et principes déjà en vigueur au plan interne ainsi que les normes en vigueur au plan international auxquels le Sénégal a souscrit.



# CONTEXTE

L'évaluation des effets du changement climatique se fera en tenant compte des pertes et préjudices (en se basant sur le mécanisme de Varsovie), et des besoins d'adaptation.

Le volet juridique va consister à rappeler les règles et principes déjà en vigueur au Sénégal (droit national, international et communautaire). Ces règles devront être examinées et adaptées dans une perspective d'amélioration de la prise des décisions (*l'importance de la PSM et la nécessité de mieux l'intégrer dans la prise des décision au Sénégal*).

La démarche méthodologique va consister à mettre en évidence de manière intégrée l'ensemble des problèmes juridiques relatifs à la PSM (du fait de leur forte imbrication et de leur transversalité) tout en tenant compte du développement durable.



# CONTEXTE

Le statut juridique des océans et du littoral, la mise en œuvre des conventions et normes internationales constituant le droit de la mer, la notion de patrimoine commun de l'humanité devront être abordés dans le cadre de la PSM en tenant compte des aspects économiques (fiscalité, activités commerciales maritimes et portuaires, pêche, tourisme, industries extractives et plateformes pétrolières, etc.), mais aussi des droits coutumiers et des pratiques traditionnelles.

Les problèmes soulevés devront en outre faciliter la prise des décisions au Sénégal en particulier et en Afrique de manière générale. Ils peuvent être articulés autour de trois questions centrales:

- Quels enjeux et défis de la PSM?
- Quelles opportunités existent?
- Quelles recommandations possibles?



# ENJEUX ET DEFIS DE LA PSM

Ils sont divers et multiformes:

- Multiplicité des acteurs concernés et pouvant intervenir dans la PSM;
- Harmonisation des textes juridiques et sanction des infractions;
- Mise en œuvre et suivi-évaluation des ODD ;
- Préservation de la ressource halieutique (lutte contre la pêche INN, repos biologique, lutte antipollution, réduction de l'effort de pêche, lutte contre l'érosion côtière, etc.) ;
- Application du **mécanisme de Varsovie sur les pertes et préjudices** dans le cadre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris ;
- Analyse du rôle et de la place des activités portuaires et du transport maritime dans l'économie nationale (**cas de l'affaire Almadraba Uno à Dakar**);
- Identification des menaces et proposition de solutions en matière de sécurité et sûreté maritimes (**Accord de Lomé de 2016**);



# ENJEUX ET DEFIS DE LA PSM

- Choix des technologies d'exploitation pétrolière qui préservent la ressource et contrôle des acteurs et des opérations tout le long de la chaîne de production.
- Maintien et consolidation des **parts de marché du pétrole** pour le Sénégal
- Adoption de la loi littoral et de ses textes d'application
- Mise en place de l'Agence Nationale de la gestion du Littoral (ANGIL)
- Mise en œuvre du Programme National de Gestion des Zones Côtières (PNGZC)
- Révision du code pétrolier de 1998 pour tenir compte des nouveaux enjeux de recherche et d'exploitation pétrolières au Sénégal



# LES OPPORTUNITES POUR DES SOLUTIONS DURABLES

- La définition de Stratégies de mise en œuvre et de suivi des ODD:
- L'élaboration, adaptation et évaluation des politiques publiques sur la mer et le littoral (**depuis 2016 l'Assemblée Nationale évalue les politiques publiques**);
- L'accélération des processus de révision des textes juridiques en vigueur et d'élaboration de nouveaux textes;
- La mise en œuvre nationale des ODD;
- L'élaboration de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris en vertu de la CCNUCC



# OPPORTUNITES POUR DES SOLUTIONS DURABLES

- Prise de conscience au niveau national des enjeux du milieu marin et côtier avec la mise en œuvre de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans - horizon 2050 (**Stratégie AIM 2050**), de la Stratégie Maritime Intégrée de la CEDEAO; de la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritime et le développement (**Charte de Lomé**), et de l'Architecture de Yaoundé sur la sécurité et la sûreté maritime.
- Ouverture d'une perspective de recherche sur l'économie bleue (**Guide de l'économie bleue de l'Union Africaine**) et le droit de la mer avec l'ANSTS;
- Ouverture d'une perspective de recherche sur la planification spatiale marine (**avec la participation de divers acteurs dont l'UCAD, l'ANSTS, le CSE, le MEDD, le PAD, le Ministère de l'Economie Maritime, la HASMAR, l'ANAM, l'UICN**);



# RECOMMENDATIONS

- Elaborer une Politique Nationale Maritime/ Stratégie nationale de développement de l'économie bleue **qui inclue largement la PSM;**
- Prendre en compte des aspects de sûreté et de sécurité dans la définition de la Planification Spatiale Marine (PSM);
- Harmoniser les dispositions des textes juridiques relatifs à la mer et au littoral ;
- Proposer une stratégie pour la mise en œuvre des ODD et le suivi des indicateurs ;
- Mettre en œuvre une stratégie opérationnelle de préservation de la ressource halieutique en associant les collectivités locales et les populations côtières;



# RECOMMENDATIONS

- Définir et Mettre en œuvre la CDN comprenant une stratégie d'adaptation en tenant compte du mécanisme de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux changements climatiques ;
- Définir une stratégie pour accroître la compétitivité et étendre les capacités du Sénégal dans les domaines des activités portuaires et du transport maritime ;
- Adopter des techniques, produits et procédés propres et durables dans les opérations pétro gazières notamment en adaptant **les différents secteurs du cadre juridique national**;
- **Respecter l'ensemble des droits coutumiers et pratiques traditionnelles des populations côtières**
- Renforcer la coopération bilatérale et sous régionale



# MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION



This communication is a contribution to the PADDLE project, which has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under Grant agreement No 734271.

